



**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTE DE
COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES ET LE CENTRE
NAUTIQUE ET DE PLEIN AIR DU BASSIN DE MARENNES
ANNEE 2026**

ENTRE :

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, représentée par **Monsieur Patrice BROUHARD, Président**, dûment habilité par une délibération du Conseil Communautaire dans sa séance du 16 décembre 2025,

D'une part,

ET

L'association « CENTRE NAUTIQUE ET DE PLEIN AIR DU BASSIN DE MARENNES », représentée par **Monsieur Alban AGOÏBA**, demeurant à SAINT AGNANT (17620), 32 rue du pas d'Arnaise, Villeneuve, **Président de l'association**, dûment habilité par autorisation des membres lors de sa réunion de bureau du 4 octobre 2025 ci-après dénommée "l'association",

D'autre part,

Préambule

L'association «Centre Nautique et de Plein Air du Bassin de Marennes» fondée le 22 Juin 1965, est régie par la loi de 1901 (numéro Siret : 322 147 869 000 26). Elle a été déclarée à la sous-préfecture de ROCHEFORT SUR MER, le 6 mai 1994 sous le n°2/00784 et sous les numéros d'agrément 063 (activité voile) et 064 (activité kayak). Cette association a pour but de favoriser la vie sportive locale et oeuvre sur le canton de MARENNES.

Elle a fait l'objet d'une déclaration à la direction départementale de la jeunesse et des sports de Charente Maritime sous le numéro ET 00320 par arrêté préfectoral en date 13 mars 1998.

Elle est affiliée à la Fédération Française de Voile sous le numéro 17008.

Elle a pour objectif de développer sous toutes ses formes la pratique des sports nautiques et véliques ainsi que la connaissance du milieu maritime. Elle dispense des cours de canoë kayak, char à voile, voile et cerf volant, organise des manifestations ou des initiatives pouvant aider à faire connaître la voile. Cette association est habilitée pour dispenser un enseignement théorique et pratique sous forme de stage continu ou discontinu, individuel ou collectif y compris aux élèves des classes élémentaires. A ce titre, elle a proposé à la Communauté de Communes du Bassin de Marennes de mettre en place, durant l'année 2026 un projet voile afin de permettre une découverte de la pratique de la voile aux élèves des écoles des communes membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes.

Compte tenu de l'intérêt que présente cette démarche,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la Convention

La Communauté de Communes du Bassin de Marennes et l'association établissent un partenariat afin que certains élèves des écoles du territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes puissent participer à un stage de voile organisé et géré par l'association. Pour 2026, il a été décidé la prise en charge pour les communes membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, de l'ensemble des classes élémentaires de niveau CM2 et des classes mixtes à double niveau CM1/CM2.

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et l'association unissent leurs efforts dans la perspective des objectifs définis en commun.

OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Article 2 : Loyer

Sans objet.

Article 3 : Concours financier

Le Conseil Communautaire, lors de sa séance du 16 décembre 2025 a fixé par délibération le montant de la séance, par enfant, à 17,34 € pour l'année 2026.

Un état récapitulatif fourni par l'association établira avec exactitude le nombre réel d'enfants accueillis et le nombre de séances de voile réalisées. La Communauté de Communes du Bassin de Marennes procédera alors au règlement du montant des prestations fournies.

Les factures seront réglées par mandat administratif sur le compte bancaire ou postal ouvert par l'association sur présentation des factures.

La Communauté de Communes du Bassin de Marennes peut remettre en cause ce règlement en cas de non-exécution ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la présente convention par l'association.

Article 4 : Mise à disposition de matériel

Néant.

Article 5 : Mise à disposition de personnel

Néant.

OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

En contrepartie du concours apporté par la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, l'association prend les engagements suivants :

Article 6 : Usage des locaux

Les locaux mis à disposition devront être entretenus et rendus propres.

Il est strictement interdit de fumer à l'intérieur des locaux (décret n°2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif).

Des panneaux d'interdiction de fumer devront être affichés au sein du local et visibles par tous les utilisateurs.

Article 7 : Assurances

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile (bénévoles, adhérents, tiers...). Elle paiera les primes et cotisations de ces assurances de façon que la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ne puisse en aucun cas être inquiétée.

Article 8 : Réclamation des tiers ou contre les tiers

Sans objet pour la Communauté de Communes du Bassin de Marennes.

Article 9 : Visite des lieux

L'association devra laisser les représentants de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, ses agents, visiter les locaux afin de permettre d'apprécier les conditions d'exercice des activités de l'association et le respect de la convention.

Article 10: Gardiennage

Sans objet pour la Communauté de Communes du Bassin de Marennes.

Article 11 : Sécurité, propreté, clauses diverses

Les activités de l'association devront s'exercer dans le respect des réglementations en vigueur sous le champ desquelles elles s'inscrivent.

Article 12 : Activité de l'association

L'association s'engage à accueillir des enfants des écoles des communes membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, dans le cadre d'une initiation ou d'un perfectionnement à la pratique de la voile. Elle s'engage à dispenser ces cours par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs moniteurs agréés, de mettre à disposition l'encadrement humain nécessaire à la surveillance des enfants. Elle devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des enfants sur l'eau mais aussi sur terre.

L'association devra mettre à disposition des classes accueillies le matériel nécessaire au bon déroulement de l'activité. Ce matériel devra être en bon état de fonctionnement et être conforme aux normes de sécurité en vigueur.

- Les élèves devront effectuer au total 8 séances de voile dans leur scolarité.
- La validation des 50 mètres nage libre des enfants pratiquant la voile scolaire est à vérifier auprès des enseignants.
- La Base de Voile doit effectuer une simulation d'évacuation de secours lors d'une séance et la répertorier dans un registre.

L'association s'engage à interrompre ou annuler les séances dans les deux cas suivants en respectant la procédure ci-dessous énoncée :

Cas 1 : Si les conditions météorologiques ne garantissent plus la sécurité des enfants lors de la séance en cours, qu'elle soit dispensée en mer ou sur le bassin de baignade, elle devra être interrompue et sera indemnisée par la Communauté de Communes du Bassin de Marennes.

Cas 2 : Dans le cas d'une fermeture du bassin de baignade de Marennes-Hiers-Brouage, par arrêté municipal, une solution alternative par des séances en mer devra être envisagée sous réserve des horaires de marée. Le cas échéant, la ou les séances annulées devront faire l'objet d'un report de date.

L'association sera chargée dans le **cas 2** du présent article, d'avertir dans un premier temps l'école concernée et de fixer en concertation avec elle une nouvelle date de cours. Dans un second temps, elle devra décommander le transport, vérifier la disponibilité avec le transporteur pour une nouvelle date puis informer la Communauté de Communes du Bassin de Marennes.

Cas 3 : Dans le cas d'une annulation à l'initiative de l'école, l'association devra en concertation avec elle, définir une nouvelle date de cours, décommander le transport, vérifier la disponibilité avec le transporteur pour une nouvelle date puis informer la Communauté de Communes du Bassin de Marennes.

Dans les 3 cas ci-dessus exposés, il pourra être envisagé de reporter la ou les séance (s) en dehors du planning préalablement établi par le Chef de Base, validé par le Conseiller Pédagogique de l'Inspection de l'Education Nationale de Bourcefranc-le Chapus.

L'association s'engage à respecter la réglementation en vigueur relative aux garanties d'encadrement, de technique et de sécurité des établissements d'APS (Activités Physiques et Sportives).

L'association devra être en mesure de produire s'il y a lieu un tableau des effectifs s'appliquant à l'ensemble du personnel.

L'association autorise la Communauté de Communes du Bassin de Marennes à effectuer tout contrôle que cette dernière jugera utile en la matière.

Article 13 : Communication

L'association s'engage à mentionner le concours de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes en apposant le logo de la collectivité sur les documents de communication dont elle pourrait se servir pour cette opération.

Article 14 : Obligations financières, juridiques et administratives

L'association s'engage :

- à dresser pour la Communauté de Communes du Bassin de Marennes un compte rendu d'exécution de l'opération pré définie ci dessus
- à justifier à la demande de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et à tout moment de l'exécution des actions et de l'utilisation des fonds reçus, notamment par un libre accès aux documents administratifs et comptables.
- à fournir un double de déclaration de la Fédération Française de Voile de l'établissement.

Article 15 : Obligations statutaires

L'association déclare disposer de statuts précisant clairement ses conditions de fonctionnement, (convocations des membres aux assemblées générales, quorum, possibilité de donner pouvoir, modalités de vote, périodicité des réunions tenue d'un registre des procès-verbaux, élection ...) la désignation des organes de gestion (bureau, commissaire aux comptes ou contrôleur financier) et les conditions de dévolution ou de restitution des biens et des subventions en cas de dissolution de l'Association.

Si tel n'est pas le cas, elle s'engage à modifier ses statuts dans un délai raisonnable et en tout état de cause avant le 31 décembre 2026.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16 : Destructures des lieux ou du matériel mis à disposition

En cas de dégradations des locaux mis à disposition, un constat sera réalisé entre la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et le Centre Nautique et de Plein Air du Bassin de Marennes. Les frais de remise en état seront facturés à l'Association.

Article 17: Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2026. Elle est consentie pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2026.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties.

Article 18: Evaluation des actions

L'association s'engage à faciliter le contrôle de la réalisation des actions notamment par l'accès à tous documents administratifs et comptables utiles à cette fin. La Communauté de Communes du Bassin de Marennes évalue les conditions de réalisation des actions auxquelles elle a apporté son concours, d'un point de vue qualitatif et quantitatif. Le bilan de ce contrôle qui porte également sur les conditions financières et juridiques de la gestion de l'association est communiqué à l'association.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention cadre est subordonnée à l'établissement de ce bilan.

Article 19 Transport des élèves

Transport des élèves sur le site d'activité

La Communauté de Communes du Bassin de Marennes prend en charge le transport des élèves vers le Centre Nautique et de Plein Air du Bassin de Marennes ou le bassin de baignade de Marennes-Hiers-Brouage, soit un aller-retour pour chaque classe de niveau CM2 ou composées d'un niveau CM1/CM2 pour les communes membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes.

En cas d'annulation d'une séance, qu'elle soit à l'initiative de l'association ou de l'école, la société de transport devra impérativement être prévenue.

En cas de non-respect de ce dispositif d'avertissement, la société de transport sera amenée à effectuer sa prestation qui sera facturée au Centre Nautique et de Plein Air du Bassin de Marennes.

Article 20: Planification

Les plannings des séances de voile scolaire établis par le Chef de Base du Centre Nautique et de Plein Air du Bassin de Marennes et le conseiller pédagogique de l'Inspection de l'Education Nationale de Bourcefranc-le Chapus, devront être communiqués à la Communauté de Communes du Bassin de Marennes en mai pour les séances prévues en septembre et octobre de l'année en cours, en novembre pour les séances prévues en mai et juin de l'année suivante.

Fait à Marennes-Hiers-Brouage, le

*Pour l'association,
Le Président,*

Alban AGOÏBA

*Pour la Communauté de Communes,
Le Président,*

Patrice BROUHARD